

Le Canada est bien placé pour jouer un rôle dirigeant dans la réforme interne de l'OEA. Il a d'ailleurs commencé. Voici quelques suggestions pour renforcer les efforts utiles, mais encore modestes, visant à rendre l'Organisation plus opportune :

- i) Le gouvernement fédéral devrait voir à renforcer concrètement les initiatives que prend le Canada à l'OEA, notamment pour la poursuite des réformes budgétaires et la réorganisation des programmes d'assistance technique de l'Organisation, en affectant des ressources humaines suffisantes à nos ambassades dans la région, afin que les divers gouvernements donnent à leurs délégations à l'OEA instruction d'appuyer ces initiatives.
- ii) Le programme des bourses de l'OEA est valable et le Canada y apporte une contribution financière importante. Afin de renforcer nos relations avec les pays de la région, nous devrions voir à ce qu'un plus grand nombre de boursiers latino-américains financés par ce programme viennent étudier au Canada et à ce qu'un plus grand nombre de Canadiens fassent des études en Amérique latine ou sur les pays de la région.
- iii) Le Canada devrait maintenir, à l'égard de l'Organisation interaméricaine de défense, sa politique préconisant la réduction du budget de cet organisme, jusqu'à ce que soient modifiés son rôle et son mandat de manière à promouvoir plus clairement la relation appropriée qui doit exister entre l'armée et l'État. Entretemps, le Canada devrait demander un statut d'observateur temporaire au sein de cette organisation. Un attaché militaire à notre ambassade de Washington pourrait être chargé de cette tâche.
- iv) Nous devrions poursuivre le bon travail visant à réorganiser la Commission spéciale de consultation et de négociation. Par exemple, il existe un manque de moyens institutionnels adéquats pour guider les efforts d'intégration régionale dans les pays du cône austral, de la région andine, de l'Amérique centrale et des Caraïbes. Cette commission pourrait faire office de groupe de réflexion chargé d'analyser les facteurs clés influant sur l'intégration des pays de l'hémisphère, d'évaluer les initiatives d'intégration et, sous l'égide de l'OEA, d'agir comme source d'assistance technique pour la conception et l'harmonisation des politiques commerciales et connexes. Les ressources actuelles sur place et à l'administration centrale sont suffisantes pour réaliser le modeste effort additionnel requis.

b) L'Amérique latine et le Pacifique

Plusieurs pays latino-américains sont riverains du Pacifique. Sauf dans le cas du Mexique et du Chili, leur intervention dans les dossiers du Pacifique a été jusqu'ici modeste, bien que le Chili, le Mexique et le Pérou soient membres du *Pacific Basin*.